



TAKE IONESCU

Inv. A. 63. 678

# LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

DE LA

# ROUMANIE

~~~~~  
**Prix : Un Franc**  
~~~~~

BUCAREST

—  
Imprimerie de la Cour Royale, F. GÖBL FILS

12, Passage Roumain, 12

1891

327(R) 1891"



*En parcourant cette petite brochure le lecteur s'apercevra sans peine qu'elle ne répond pas tout à fait à son titre, qu'elle est loin de contenir un exposé complet de notre politique étrangère. C'est qu'en effet ce que je présente aujourd'hui, n'est que la réunion de quelques articles que j'ai publiés déjà il y a quelques mois dans le Romanulu. Un fil conducteur qui relie les différentes parties de cet essai ne manque pas, mais une suture parfaite entre les différents morceaux m'aurait conduit à une telle amplification que j'ai préféré les laisser tels quels, et garder même leurs en tête.*

Bucarest, ce 6 Mai 1891

*Take Ionescu*

---

## LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

---

Dans la confusion qui règne parmi nos groupements politiques, il n'y a pas, il ne peut y avoir de place pour les discussions subjectives et utiles sur les grands problèmes de notre politique intérieure.

Cette situation fatale, et inévitable croyons-nous, cause une grande perte de temps dans la vie politique de la nation roumaine. Mais, comme nous savons que la confusion ne peut être que passagère, nous arrivons à nous consoler aisément par l'espoir d'un meilleur lendemain.

Il n'en est pas de même quant à la politique étrangère. Dans cette matière, les interrègnes sont impossibles. Une nation vivante et saine doit toujours avoir la conscience absolument nette de sa position dans le concert des nations, car ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra sortir indemne de la grande collision des peuples que la fin de ce siècle nous prépare.

Pour un pays comme le nôtre, dont l'existence nationale a été et est menacée, la politique étrangère doit constituer la principale préoccupation des hommes politiques. Plus le problème est difficile et plein de conséquences, plus ils ont le devoir d'éclairer le pays, de faire pénétrer jusque dans les couches les plus profondes de la nation ce qu'ils croient être la vérité, la vérité pure, afin que le moment décisif ne nous



surprenne pas dans une situation pire que le désarmement, dans l'état de desaccord sur le rôle que nous devons jouer.

Pour qu'une nation puisse jeter tout le poids de son sabre dans la balance de la guerre, il faut quelque chose de plus qu'un vote du parlement. Il faut que sa pensée soit tournée de bonne heure vers cette douloureuse nécessité, qu'il ne reste dans son esprit aucun doute ni sur la question de savoir qui est son ennemi, ni sur la grandeur du danger. Et une telle conviction, un tel *Credo* national, ne saurait s'improviser du jour au lendemain.

Garder le silence sur leur politique étrangère est possible à ces heureux peuples qui n'ont aucun doute au sujet de leur mission historique, aux peuples dont un passé glorieux ou des récents malheurs indiquent avec tant de clarté ce qu'ils doivent craindre et ce à quoi ils doivent aspirer, que toute discussion à cet égard serait superflue.

Certes, c'est là aussi notre idéal. Nous attendons avec impatience le jour — jour du salut — où tous, hommes politiques et masses, libéraux et conservateurs, nous aurons les mêmes idées sur la politique étrangère. Ce jour là, nous pourrons nous taire.

Cherchons donc avec une sincérité entière sans sympathies, ni antipathies, sans faux sentimentalisme comme sans fausse modestie, quelle est, quelle doit être la politique étrangère du Royaume de Roumanie.

---

## LA FAMILLE ROUMAINE

---

Lorsqu'il s'agit de la politique étrangère du Royaume de Roumanie, on ne peut ni doit oublier un seul instant que ce Royaume ne contient qu'une portion de la famille roumaine.

La politique étrangère de l'Etat roumain, cesserait d'être une politique vraiment roumaine le jour où elle ne serait dominée que par les intérêts égoïstes de ceux des Roumains auxquels un sort heureux a permis de créer, sur la rive gauche du Danube, un Royaume idépendant.

D'ailleurs—et c'est pour nous la plus solide des garanties —il n'y a qu'une façon absolument étroite d'envisager les choses qui puisse limiter la politique roumaine aux frontières du Royaume. Dès qu'on veut réfléchir plus profondément et regarder plus loin, il est impossible de ne pas se pénétrer de cette grande vérité, savoir que les intérêts de la famille roumaine toute entière sont indentiques, et de cette autre vérité que l'existence nationale de la famille roumaine, entière et non amoindrie, est une question vitale pour tous les Roumains, tant pour ceux du Royaume que pour ceux d'en dehors.

Ce n'est pas ici la place de discuter quels sont les éléments constitutifs d'une nation, ni de se demander si c'est la langue, l'origine ou la communauté historique qui constituent la caractéristique la plus puissante, ou du moins le signe



extérieur le plus incontestable de la nationalité. Une nation, comme tout organisme, possède ses éléments de vie et, si on peut faire plusieurs et différentes théories au sujet de ces éléments, il ya une chose qui ne trompe jamais : c'est la manifestation même de cette vie.

Considérée à ce point de vue, l'unité nationale des Roumains est un fait incontestable. La langue, la religion, l'origine, le passé historique, tout les unit, tout fait d'eux un seul organisme ethnique, un seul facteur dans la vie des nations.

Séparés par la langue et par l'origine des peuples qui les entourent, partagés par les décrets du sort en plusieurs configurations politiques, ils n'ont pas cessé un seul instant de sentir puissamment leur solidarité, de comprendre qu'ils sont membres d'une seule et même famille et que rien de ce qui fait le bonheur où le malheur de l'un ne saurait rester indifférent à l'autre.

Ils savent que, pendant tant de siècles, ils étaient menacés des mêmes dangers, ils ont enduré les mêmes souffrances ! Et le jour où leur résurrection a commencé elle a commencé à la fois dans tous les coins qu'ils habitent.

Mais ce n'est pas seulement le passé qui unit la famille roumaine ; le présent l'enchaîne d'une façon non moins puissante.

Si nous signifions quelque chose dans le jeu européen, nous, Roumains de la Roumanie libre, c'est parce qu'on sait que la famille roumaine est plus nombreuse et plus puissante que l'Etat roumain.

S'il se trouvait demain que les six millions de Roumains du Royaume de Roumaine fussent les seuls Roumains existant sur la surface du globe, notre importance disparaîtrait comme par enchantement. Si le monde civilisé tient compte de nous, c'est qu'il sait qu'autour de nous il ya d'autres millions de Roumains ; que la forteresse avancée de l'Europe occidentale, la clef des Carpathes, la Transylvanie, est entre nos mains ; que le Dniester ; cette barrière de l'Europe contre l'Orient conquérant, ne peut être gardé que par nous ; que



sur les deux rives du Danube, la vie roumaine s'étend et pénètre jusqu'au milieu des peuples slaves; qu'au centre même des complications orientales, dans la pomme de discorde de la question balcanique, dans cette Macédoine que tous convoitent, c'est nous qui pouvons faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Parce que nous sommes onze millions de Roumains, tous animés de la même pensée, tous aspirant au même idéal, parce que, dans la mosaïque orientale, nous sommes les plus nombreux et les plus puissants, on tient compte de nous.

L'intérêt que l'on montre à l'Etat roumain, n'est qu'un reflet de l'importance qu'on reconnaît à la famille roumaine.

Voilà pourquoi, sans aucune sorte de sentimentalisme, par des motifs de pur intérêt, intérêt immédiat du Royaume de Roumanie, l'existence nationale de tous les Roumains nous est absolument nécessaire; voilà pourquoi la politique étrangère de notre Royaume ne peut négliger le fait que l'Etat Roumain n'est qu'une portion de la famille roumaine.

Mais si l'existence des Roumains d'endehors du Royaume est indispensable au Royaume de Roumanie, l'existence de celui-ci est encore plus nécessaire aux Roumains des provinces soumises.

Ce qui rend leur vie nationale plus belle, plus fière, plus digne des sacrifices qu'ils sont forcés de faire chaque jour pour la garder intègre, c'est la conscience qu'à côté d'eux se trouve un Etat roumain, un foyer de vie roumaine, où les Roumains, maîtres de leurs destinées, peuvent en pleine liberté mettre leur paraphe dans l'histoire de l'humanité.

Les uns étant nécessaires aux autres, la vie des uns devant être rendue plus difficile, si ce n'est complètement éteinte, par l'anéantissement des autres, il va de soi que ce qui est un danger pour les uns, l'est aussi pour les autres.

Mais ce n'est pas tout. S'il est possible, par hypothèse, de faire ici une distinction, le plus grand danger est celui qui menacerait l'Etat Roumain. C'est ici qu'est le foyer de la vie roumaine, c'est ici que peut s'accomplir le saint mystère d'une vie parfaitement nationale. Tant que l'Etat rou-



main reste debout, il-y-a toujours espoir de redresser le sort de ceux qui sont soumis; mais, lui disparu, on ne saurait dire à la famille roumaine qu'une seule chose: *Finis Romaniae*.

Nous ne voudrions donner lieu à aucun malentendu.

Loin de nous l'idée qu'il puisse y-avoir des dangers pour l'Etat roumain qui ne soient, en même temps, des dangers pour les autres Roumains. La famille roumaine avec son unité ethnique et sa mission n'a et ne peut avoir qu'un même ennemi. Mais, même si la chose était possible, même s'il y-avait des dangers qui menaceraient plus directement l'Etat roumain que la race roumaine en général, ce serait là, dans l'intérêt bien entendu de la race roumaine, le danger principal contre lequel toutes les forces de notre race devraient se lever.

Subordonner l'existence de l'Etat roumain aux intérêts passagers des autres Roumains, serait donc une politique absolument erronée.

L'intérêt primordial de la famille roumaine exige que l'Etat roumain vive et progresse.

Voilà la première règle de la politique roumaine.

Mais l'Etat roumain doit tenir compte de toute la famille roumaine. Voilà la seconde, — mais seulement la seconde — règle de cette politique.

---

## L'IRREDENTA

---

S'il y a une accusation contre laquelle tous les Roumains, ceux des provinces soumises aussi bien que la jeunesse universitaire qui a pris l'initiative du récent mouvement patriotique, se défendent avec véhémence, c'est celle de suivre une politique irrédentiste.

En effet, la politique irrédentiste est impossible pour l'Etat roumain. Ce n'est pas parce que les considérations de droit international et le respect des traités l'en empêchent, mais une politique irrédentiste, une politique de querelles avec les voisins, suppose une chose que l'Etat roumain ne possède pas, à savoir : une parfaite sécurité de sa propre existence, l'absence de tout danger imminent.

On ne peut penser sérieusement à l'extension de ses frontières que lorsqu'on est parfaitement rassuré sur les frontières actuelles. Et ce n'est pas aujourd'hui le cas de l'Etat roumain.

D'autre part, la famille roumaine a trop de revendications irrédentistes à exercer, pour pouvoir se livrer à cette politique. Partout où nous tournons nos regards, de n'importe quel côté que nous dépassions nos frontières actuelles, nous tombons dans des pays roumains, dans l'irredenta. Les revendiquer toutes à la fois est impossible ; en choisir une, c'est nécessairement accepter l'alliance avec un autre Etat qui lui aussi détient et persécute nos frères. Une telle politique pourrait à un moment donné être utile, elle pourrait même



être nécessaire, mais ce ne serait plus de la politique irrédentiste.

Poursuivre une irredenta en sacrifiant une autre, ne peut être une politique d'unité nationale. Encore une fois, il se peut que l'enchaînement des événements nous y-amène, mais alors l'irredenta ne sera plus un but, mais un accessoire,

Mais, en supposant que l'Etat roumain doive adopter une politique irrédentiste, où doit-il tourner ses yeux : au delà du Pruth ou au delà des Carpathes ?

Tout nous prouve jusqu'à l'évidence que c'est au delà du Pruth.

La Bessarabie a fait partie de l'Etat roumain, elle constituait même la moitié d'un des Etats roumains ; la Transylvanie, en dehors du glorieux mais court règne de Michel, n'a pas eu avec nous des liens d'Etat.

Du côté de la Bessarabie nous n'avons pas de frontière ; seul le Dniester peut constituer une frontière sérieuse entre l'Etat roumain et ses voisins ; du côté de la Transylvanie, les Carpathes élèvent leur frontière de granit entre les deux grandes fractions de la famille roumaine.

Dans cet établissement des Roumains, pour ainsi dire, à cheval sur les Carpathes, il y a un facteur historique dont les conséquences pour le développement de leur vie nationale ont été parfaitement élucidées par M. Alexandre Xenopol.

Les peuples s'établissent d'habitude entre deux chaines de montagnes. Les crêtes des montagnes et non les fleuves, séparent les nations. Ainsi, en Europe, le Rhin, la Seine, le Rhône, le Tage, l'Elbe, la Vistule, le Volga, le Danube dans son cours supérieur, baignent sur leurs deux rives des contrées habitées par les mêmes peuples ; au contraire, les Alpes, les Pyrénées, les montagnes de la Bohême, les Vosges séparent des nationalités.

Avec nous, la chose se passe autrement. Le Danube, sur une grande étendue, nous sert de frontière, tandis que les deux versants des Carpathes sont notre demeure.

De là la fatalité de la séparation historique de la race roumaine ; de là la différence d'organisation politique entre les



Roumains du Nord et ceux du sud des Carpathes. Et le fait que les Roumains, quoique coupés en deux par les sommets des montagnes, ont gardé une unité nationale si incontestable, que, dans leur développement, ils ont si souvent emprunté les uns aux autres les éléments qui ont entretenu la flamme de la vie roumaine, ce fait, disons-nous, constitue la plus grande et la plus invincible preuve de notre vigueur nationale.

Mais rien, si ce n'est un caprice de conquérant, ne nous sépare des Roumains d'au delà du Pruth, de ces Roumains, qui nous ont été si récemment arrachés qu'aujourd'hui encore il doit y avoir parmi eux des vieillards nés d'avant l'esclavage.

S'il fallait choisir, il y aurait d'ailleurs encore une considération pour guider nos pas. De la Transylvanie nous arrivent les gémissements de nos frères; de la Bessarabie on n'entend plus rien. Lorsque la persécution parvient à ce degré qu'elle vous empêche même de pleurer, elle est à son paroxysme. Les Douleurs muettes sont les plus profondes.

Voilà quelle serait l'irredenta de l'Etat roumain s'il était, s'il pouvait être question d'une irredenta.

Mais, comme personne ne parle d'irredenta, la chose se réduit à de moindres proportions : que l'Etat roumain, nous dit-on, ne s'allie à aucune Puissance qui persécute nos frères, plus encore, qu'il n'entre dans aucune combinaison dans laquelle se trouve une telle puissance.

Si ceux qui préconisent cette politique voulaient être logiques, ils devraient conclure ainsi : puisque nos deux voisins persécutent des Roumains, nous ne pourrons, dans la grande crise prochaine, nous trouver à côté d'aucun d'entre eux, et puisque chacun de ces deux voisins fait partie de l'une des deux grandes combinaisons d'alliances, qui partagent les Etats européens, notre sort est de ne nous unir avec personne, de rester absolument isolés, de devenir cette quantité négligeable qui, au besoin, peut servir de compensation dans les compromis des puissants belligérants.



Et cette politique qui conduirait directement à notre annihilation, qui nous ferait oublier que nous avons une mission dans l'Orient européen et nous rendrait incapables de l'accomplir le jour où nous nous l'aurions rappelé, cette politique nous est présentée comme dictée par nos sentiments de sympathie et par nos intérêts de solidarité avec les autres branches de la famille roumaine !

Combien plus profond et plus juste a été le jugement de nos frères de là bas, de ceux qui gémissent sous les persécutions des Maghyars, de ceux qui s'ils avaient été aveuglés sur les exigences de notre destinée auraient eu au moins l'excuse des souffrances qu'ils endurent !

Réunis à Sibiu pour protester contre la situation qui leur est faite, décidés à lutter virilement pour leur langue et leur nationalité, ils n'ont pas oublié de regarder plus haut, et élevant leur âme au dessus des douleurs et des amertumes du jour, ils ont vu clairement dans les destinées de la famille roumaine, ils ont montré du doigt l'ennemi héréditaire, et ont conclu leur conférence par ce double cri :

„Vive la patrie et le Roi !“ c'est-à-dire à bas tout soupçon de machinations irrédentistes ! Et :

„Que l'Etat Roumain entre dans la ligue des Puissances centrales, afin que nous puissions, par des forces unies, résister à l'envahissement russe.“

C'est là, certainement, l'événement le plus considérable qui se soit produit dans la vie des Roumains depuis un quart de siècle.

Lorsque les Roumains qu'on opprime savent mettre au dessus de leurs souffrances les intérêts supérieurs de la race roumaine toute entière ; quand malgré leur haine légitime, trop légitime provoquée par d'injustes persécutions, ils ne font pas appel au Tsar libérateur, ainsi que les Hongrois les calomnient, mais, assoifés du désir patriotique de voir dans le même camp tous les Roumains sans distinction de frontières, ils invitent l'Etat roumain à prendre part à la lutte de l'Occident contre le Nord, on peut dire, sans crainte d'exagération, qu'un important point du programme de la race

roumaine est en voie d'être réalisé, savoir que les Roumains, tous les Roumains se sont mûrement rendu compte de ce que doit être la politique nationale.

Voilà la véritable voix de l'irredenta. Cette voix, nous l'avons entendu même au milieu des sanglots. Et ce n'est pas lorsque nos frères ont parlé d'une façon aussi catégorique qu'il nous serait permis d'hésiter.

---



## L'ENNEMI NATUREL

---

Dans la grande lutte entre les peuples, comme entre les individus, il y a deux sortes de rivalités.

Les unes, quelque vives, quelque pleines de conséquences douloureuses, quelque préjudiciables pour la paix du monde, ne sont dues qu'au hasard. Un caprice de souverain, une folie nationale, un mal entendu subit, un froissement d'amour propre qui à son tour provoque chez l'offensé une soif inextinguible de vengeance, une seule de ces causes secondaires suffit pour amener leur manifestation. Ces rivalités jouent certainement un rôle dans l'histoire, parfois elles ensanglantent même tout un siècle ; mais, à la fin des fins, elles sont destinées à s'éteindre, car leur racines ne plongent pas dans la fatalité des choses.

Il y a aussi d'autres rivalités, de ces rivalités gravées dans le livre de l'histoire par le cours inexorable des événements, et qui malgré tous les efforts des gouvernements, malgré toute la magnanimité des souverains, malgré toutes les embrassades et tous les serments d'amitié éternelle, tôt ou tard éclatent. Ces rivalités—là sont les plus dangereuses, c'est leur choc qui sert de sujet à cette interminable épopée qui s'appelle l'histoire de l'humanité. Car elles ne s'apaisent que lorsqu'un des rivaux a disparu, ou du moins lorsque tous les deux, à la suite d'une longue et douloureuse expé-



rience, ont acquis la conviction qu'il leur est impossible de se supprimer mutuellement.

La rivalité de l'empire russe contre nous appartient à cette dernière catégorie.

Nous nous expliquons, parce que nous ne voulons pas qu'on nous attribue d'autres pensées que les nôtres. Loin de nous l'idée d'accuser d'hostilité le gouvernement actuel de l'empire voisin. Au contraire, nous croyons fermement que l'empereur actuel est un sincère partisan de la paix.

Mais la force des choses est telle qu'en supposant même que, demain, un philanthrope et même un philo-roumain monte sur le trône des Tsars, le problème resterait le même.

Notre existence est incompatible avec la réalisation de l'idéal de l'empire russe ; son hostilité contre nous ne peut cesser que le jour où il réussira à nous supprimer, ou bien le jour où il lui sera pleinement prouvé qu'il lui est impossible de nous faire disparaître.

Il est superflu de fouiller l'histoire, pour nous convaincre de cette vérité. Si puissantes que soient les preuves qu'elle nous fournit et qui démontrent que, depuis pres de deux siècles — c'est-à-dire depuis que nous nous connaissons — l'empire des Tsars a fait tout son possible pour nous subjuguier, si évident qu'il soit que la chance seule nous a sauvés du sort de la Bessarabie et de la Pologne, ce ne serait pas assez. Il y a eu d'autres rivalités qui ont duré deux siècles, et qui, cependant, n'avaient pas leur source dans l'impitoyable logique des choses.

Non, ce qui donne à l'hostilité de la Russie à notre égard son véritable caractère, c'est notre position sur la carte de l'Europe.

Nous nous trouvons au seuil du plus grand empire des temps modernes, nous sommes voisins d'un peuple de cent millions d'âmes qui, en 50 ans, double sa population ; nous nous trouvons sur le chemin d'une nation jeune, intelligente, enthousiaste, d'une nation d'autant plus à craindre que nous ne contestons pas ses qualités ; nous sommes sur la frontière d'un peuple qui, — comme tous les peuples du Nord —



se sent attiré par un invincible et éternel élan vers les mers d'émeraude du Sud.

Il y a une règle immuable, une tendance naturelle que les nations, comme les individus, courent après l'air embaumé après le soleil ardent du midi.

La Russie, malgré son vaste territoire, étouffée dans les brouillards de la Baltique ; elle cherche à respirer par le Sud et s'efforce de se donner de l'air par trois ouvertures à la fois : par l'Extrême Orient dans les eaux du Japon, par le golfe persique qui s'ouvre sur la moitié de son vaste empire, et par la Méditerranée vers laquelle ont aspiré tous les gens du Nord et sur les rives de laquelle tant d'eux ont trouvé leur tombeau.

De ces trois routes, la plus importante est certainement celle de la Méditerranée ; c'est là que se trouvent les fameux détroits, clefs de l'Europe ; c'est là que se trouve la ville des Césars de l'Orient et la Métropole de l'orthodoxie. Tous les efforts de l'empire, toutes les aspirations, tous les élans de la nation russe se dirigent vers ce point.

Eh bien, le sort nous a placé comme une entrave précisément sur cette route, de sorte que la Russie ne peut parvenir là où l'appelle la logique de son développement qu'en passant sur notre corps.

Entre la Russie et nous, il n'est pas question d'une mé-sintelligente passagère, ni même d'une de ces haines irraisonnées que le temps peut faire fondre, comme il les a formées. Non, il y a ici quelque chose de plus profond. Il est question des deux vies qui s'excluent réciproquement, ou plutôt d'une existence, de celle de la race roumaine qui ne peut rester debout que si la Russie est forcée de mettre un frein à son ambition.

Dans un pareil problème, il ne saurait être question d'entente, de compromis, de concessions. Si nous vivons, la Russie échoue dans ce qui, depuis deux siècles, a réchauffé le cœur du peuple russe ; si l'empire voisin réussit à réaliser le rêve qu'il a poursuivi et poursuit avec tant de confiance et de té-



racité, l'Etat roumain et la race roumaine ne seront plus qu'un souvenir.

Voilà la vérité. La place que nous occupons sur la carte de l'Europe n'est pas celle des heureux qui peuvent vivre sans souci et sans peine. Derrière les ruines du Parthenon, couvert de la gloire du classicisme, caché au fond d'une péninsule, le peuple grec peut rester spectateur des grandes rivalités qui troublent les nations modernes. Tout autre est notre lot. Jetés par le destin dans la vallée du Danube, dans cette vallée qui été depuis tant de siècles et sera encore le théâtre des grandes catastrophes, notre poste est difficile, mais c'est un poste d'honneur. L'histoire nous a fait l'avant garde de la civilisation occidentale contre l'invasion du Nord, comme autrefois elle nous avait fait l'avant garde de la civilisation européenne contre l'invasion asiatique, lorsque celle-ci venait du Sud. Opposer notre sabre à tout empiètement, vint-il d'au de là du Danube ou d'au de là du Dniester, tel a été et tel sera notre sort.

Si pénible que soit la constatation de cette vérité, il vaut toujours mieux nous en rendre pleinement compte que de nous endormir dans une sécurité illusoire.

La force des choses fait de nous un obstacle à la marche en avant d'un grand empire qui est en même temps une nation puissante. Cet empire a tenté, tente et tentera de marcher sur la voie qu'il croit lui être indiquée par la Providence. Nous nous trouvons sur son chemin. L'empire des Tsars a donc essayé, essaie et essaiera de nous effacer de la carte des peuples.

D'ailleurs est-ce si nécessaire de chercher dans la logique de la situation géographique et dans les enseignements de l'histoire quelle sera la politique future de l'empire russe ?

Cette politique n'est point un secret. Les penseurs, comme les patriotes et hommes d'Etat de la Russie, sauf ceux que les scrupules d'une situation officielle retiennent, ne se gênent pas pour nous le dire.

Seulement ils masquent leurs visées conquérantes par une théorie, destinée, selon eux, à donner au monde moderne



un nouveau type de civilisation, à faire naître dans la moitié orientale de l'Europe une vie nouvelle. Pour la réalisation d'une œuvre si grandiose et si bienfaisante, la destruction des petits ne pèse pas dans la balance !

Les hommes bien portants, a dit le prince de Bismarck, ne s'arrêtent pas dans leur marche parce qu'ils ont des cors. La nation à la quelle la providence a confié une si grande mission ne peut s'arrêter dans sa marche pour épargner la race roumaine.

---

## LE PANSLAVISME

---

La force brutale peut facilement réussir mais elle ne bâtit rien de durable, si elle n'est pas en état d'invoquer à son appui une idée, d'associer au succès une force morale.

Conquérir est parfois facile ; garder la conquête est beaucoup plus difficile.

Pénétrés de cette vérité, les patriotes russes qui rêvent pour leur pays le maximum de gloire et de puissance, ont essayé de construire une théorie qui, en donnant aux appetits d'agrandissement de la Russie la force morale d'une idée—et encore d'une idée de progrès—lui assure à perpétuité le succès.

Le panslavisme et l'orthodoxie, voilà les deux idées que les patriotes russes ont inscrit sur leur drapeau.

Tous les orthodoxes doivent être réunis ; tous les slaves doivent faire partie du même empire ou, du moins, du même agrégat politique : voilà l'essence de ces deux idées.

L'une et l'autre sont absolument fausses.

De nos temps, la croyance religieuse ne peut plus constituer un lien entre les nations. La religion, seule catégorie d'idéal pour les masses, loin de tendre à accaparer toute l'activité humaine, prend, au contraire, de jour en jour, un caractère plus individuel. Plus la science étend la sphère de ses investigations, plus la religion se restreint dans le domaine absolument abstrait, et variable d'après les indi-



vidus, des spéculations sur la dernière synthèse, spéculations qui ne peuvent avoir aucune influence sur la vie pratique. Vouloir faire aujourd'hui d'une spécialité, d'une nuance de croyance religieuse, la base d'un mouvement qui change la face de l'Europe, est donc un anachronisme, si ce n'est quelque-chose de plus répréhensible.

Et, en effet, c'est ainsi, car ce n'est qu'un prétexte. La Russie elle-même ne croit pas à la puissance de la qualité d'orthodoxe, puisqu'elle ne cesse pas de revendiquer pour le futur grand empire des peuples qui comme les Tchèques, les Croates, les Slovènes et les Polonais sont catholiques.

Quoique catholiques ils sont slaves, répond l'école de Moscou, et nous les revendiquons comme tels. De sorte que, en première analyse, la Russie revendique les uns — les Grecs et nous — comme orthodoxes, quoique non slaves, et les autres, comme slaves, quoique non orthodoxes. C'est là un cercle vicieux qui prouve au moins une chose : que l'orthodoxie ne signifie rien.

Mais la seconde corde de l'arc russe est-elle plus solide ? Le panslavisme signifie-t-il, dans le groupement des peuples quelque chose de plus réel que la fantasmagorie de l'orthodoxie ?

Et, avant tout, qu'est-ce que le panslavisme ?

Le panslavisme ne signifie rien d'autre que ce postulat : toutes les nations de la même race doivent constituer un seul Etat ou, du moins, une seule fédération d'Etats.

Eh bien, posée ainsi, cette théorie est complètement fautive. La race, l'origine, source qui souvent se perd dans le brouillard des siècles et qui, souvent aussi, reste si confuse que les savants ne tombent jamais d'accord à son égard, la race, cette dernière hypothèse sur la genèse de l'organisme d'une nation, le plus complexe et le plus délicat de tous les organismes, n'a ni ne peut avoir aucune valeur dans la solution des problèmes de la vie.

Comme héritage moral, la race est certainement une grande vérité, malgré toute la difficulté de distinguer, dans les mélanges multiples et variés des temps, le substrat réel de la.



race primitive ; mais, comme élément de la diagnose de la situation du moment, elle ne prouve rien.

La nationalité, ce produit vivant et visible de la vie commune pendant des siècles, vie commune cimentée par les mêmes souffrances et épreuves dans le passé, par la poursuite du même idéal dans l'avenir, se manifestant dans le présent par la même langue, organe de la pensée qui constitue notre existence même, la nationalité occupant le même territoire, exposée aux mêmes dangers, appelée aux mêmes destinées, la nationalité, oui, c'est une réalité.

Non qu'elle soit un esclavage indigne d'hommes libres, non que la communauté d'histoire, de langue, ou de destinées nous oblige à nous grouper même malgré nous en un seul Etat ; mais parce que ces communautés de langue, de destinées, d'histoire, de territoire, d'intérêts, sont des preuves extérieures, des manifestations matérielles, d'après lesquelles nous pouvons presque toujours affirmer à priori ces deux choses : la volonté, volonté incontestable de tous ces hommes de vivre dans le même Etat, et la certitude que ce n'est qu'en vivant dans cet Etat qu'ils pourront s'élever plus facilement au rôle de facteurs du progrès humain.

Mais la race ? Qu'est-elle pour la grande masse de gens, si ce n'est une fiction de philologues et d'archivistes ? Qu'importe aux citoyens qui ne peuvent pas s'entendre entre eux, l'affirmation que leur langue descend du même tronc, qu'importe aux sociétés qui ont toujours vécu en ennemies, la constatation que jadis elles étaient de proches cousines ?

Aussi, l'expérience a-t-elle toujours donné à la théorie des races le plus formel démenti.

Si on prenait le panslavisme pour quelque chose d'autre qu'un masque du panrussisme — et ce dernier, nous le reconnaissons, est une réalité — l'Europe devrait être partagée en trois grands Etats : d'un côté, il y aurait ensemble les Espagnols, les Français, les Italiens et nous ; d'un autre, les Allemands, les Scandinaves et les Anglais ; d'un troisième, enfin, les Slaves.

Quel admirable mariage, quelle parfaite satisfaction à



la volonté des peuples ! Ensemble les Français et les Italiens, les deux peuples qui se haïssent le plus, ensemble le Russes et les Polonais, ensemble les Allemands et les Danois !

La réalité des choses, telle que l'histoire l'a faite, telle que les besoins de la vie la font, ne veut tenir aucun compte de ces fantasmagories archeologiques. Au lieu de la fraternité panlatine, elle inscrit dans l'histoire, comme modèle d'une guerre acharnée, la résistance des Espagnoles contre l'invasion française ; au lieu du pangermanisme, elle nous indique l'antipathie instinctive entre les Anglais et les Allemands, deux peuples qui, quoique de la même race, ont si peu de commun dans leur civilisation ; et, comme couronnement de ces théories qui ne veulent pas tenir compte de la volonté des peuples, elle fait l'Alsacien s'écrier en allemand : „*Ich bien Franzose*,“ et les Bulgares, émancipés d'hier, se moquer de l'envoyé du Tsar, siffler le général Kaulbars !

Mais, si le panslavisme n'est pas une plus grande vérité que l'orthodoxie, n'y a-t-il pas, pour les plans avoués de conquête de la Russie, aucun autre masque, aucun autre bouclier ?

Les panslavistes en ont trouvé un.

Ce qui est vrai par rapport à d'autres nations, disent-ils, ne l'est pas par rapport aux slaves. Nous autres, slaves, tout séparés que nous soyons en plusieurs nations et par la langue, et par la religion, et par l'histoire, et par les intérêts économiques, et par l'organisation sociale et même par le type physique, nous avons une raison de nous réunir de bon gré ou même par la force contro les récalcitrants, de nous réunir dans un même Etat, sous un même sceptre, par ce que à côté et au dessus des différences qui nous séparent, nous avons un idéal à réaliser, et cet idéal c'est de donner à l'humanité un nouveau type de civilisation, le type slave.

Très éloquents lorsqu'il s'agit d'indiquer les défauts ou plutôt les imperfections de la civilisation occidentale, ou germano-romane comme l'appellent les panslavistes, de cette civilisation qui fait l'honneur de la société européenne et avec laquelle les Russes déclarent n'avoir, ne pouvoir ni



vouloir entretenir aucun point de contact, les patriotes de Moscou, apôtres du nouvel Evangile, deviennent absolument obscurs lorsqu'il s'agit de nous dire en quoi consiste le type de civilisation slave, pour la réalisation duquel nous devrions sacrifier notre existence.

Il font plusieurs allusions; ils nous parlent tantôt d'orthodoxie qui n'est qu'une nuance et qui, comme nous l'avons prouvé, n'a rien de slave, tantôt d'autocratie qui n'est ni slave ni nouvelle dans l'histoire du monde, tantôt de commune rurale russe (*mir*) et d'organisation sociale agricole qui ne peuvent former la base d'un monde nouveau, l'un, le *mir* devant disparaître et disparaissant à mesure que la société humaine s'élève, l'autre l'organisation sociale agricole, n'étant qu'une étape de toute civilisation, tantôt, ils nous parlent de l'héritage, peu recommandable d'ailleurs, de la civilisation la plus pourrie, la civilisation byzantine; mais d'idée précise, d'explication sérieuse de ce que doit être ce nouveau type de civilisation, point, absolument pas.

Et tout le monde comprend que si, en présence de l'apparition d'un idéal nouveau, d'un idéal pour la réalisation duquel notre perte serait nécessaire, malgré notre patriotisme, malgré notre égoïsme nous pourrions réfléchir, nous ne pouvons plus hésiter lorsqu'on ne déploie devant nous qu'un haillon sur lequel sont écrits des mots sans aucun sens; s'ils n'ont pas un sens qu'on cache.



## LA NEUTRALITÉ

---

La neutralité serait pour nous le sublime de la bêtise humaine, a dit M. Démètre Sturdza dans une étude sur la politique roumaine.

Et M. Sturdza a raison.

La neutralité, pour l'Etat roumain, n'est ni à désirer, ni possible.

La vie neutre, c'est-à-dire de petits rentiers, retirés des affaires et qui n'attendent qu'une mort tranquille après un repos bien gagné, n'est pas celle des peuples jeunes.

Ceux qui ont vu leur idéal se réaliser, qui ont bu la coupe pleine des vanités humaines, peuvent se désintéresser des choses de la vie ; mais les jeunes, pleins de santé et de vigueur, ayant l'esprit riche d'illusions et le cœur à la hauteur de l'esprit, ont d'autres besoins ; pour eux la vie sans mouvement n'a aucun sens.

La nation roumaine n'a pas encore marqué ses traces dans l'histoire de l'humanité, elle n'a même pas encore atteint la période de sa maturité ; morcelée et estropiée qu'elle a été et est, la vie ne lui a offert encore aucune de ses attractions ; elle a besoin de mouvement, de beaucoup de mouvement, pour qu'elle sente qu'elle existe.

Les Etats que ne sont que des expressions géographiques, destinés à disparaître au premier ébranlement plus vigoureux du bâtiment européen, les Etats composés de rognures.



de différentes nations et n'ayant d'autre raison d'être que celle de servir de tampon aux rivalités trop dangereuses, de tels Etats, oui, peuvent rêver la neutralité ; mais nous, nous que le destin a mis comme sentinelle sur un des points où, depuis tant de siècles, se joue le sort de l'Europe, nous qui nous sentons en état de nous élever à la hauteur de ce rôle, nous n'avons pas à désirer la neutralité qui nous estropierait.

D'ailleurs, nos préférences ne sauraient modifier la logique des choses. Pour nous la neutralité, même si nous la désirions, est impossible.

Dans la grande lutte engagée dans la vieille Europe, désormais trop étroite, personne ne peut rester neutre.

La Suisse — et encore ! — peut jusqu'à un certain point espérer la neutralité. Aucune des grandes routes des peuples ne passe par son territoire, et la conquête d'un pays de montagnards armés jusqu'aux dents serait une œuvre trop difficile et trop peu avantageuse pour tenter les conquérants.

La Belgique, cet autre type de neutralité, n'a été neutre que tant qu'on a cru que l'Angleterre ne permettrait jamais à personne de s'en emparer. Mais à mesure que l'empire britannique se retire de la politique continentale, la neutralité de la Belgique passe de plus en plus dans la catégorie des fictions. Aujourd'hui, celui qui affirmerait que dans la future conflagration la Belgique pourra rester neutre, risquerait cent contre un d'être un faux prophète.

Mais nous, nous qui tenons entre nos mains les clefs de l'Europe méridionale, de ce territoire pour lequel l'humanité livre des luttes depuis tant de siècles, nous sans lesquels la Russie ne peut arriver aux Slaves du Sud, nous sans lesquels l'Europe n'a plus rien à dire contre l'extension de la Russie jusqu'aux Dardanelles, nous qui sommes aujourd'hui la pierre angulaire sur laquelle s'appuie l'édifice de la paix, car sans nous les armées du Tsar seraient déjà en Bulgarie et l'Europe en flammes, comment pourrions-nous rester neutres ?

Neutres, c'est-à-dire inactifs pendant une guerre, oui ; la



chose, quoiqu'improbable, peut arriver. Mais ce serait là une capitulation, non une véritable neutralité. Car, si nous ne prenions pas part aux péripéties de la guerre, et, par conséquent, si nous n'avions pas de voix lors de sa solution, il n'en serait pas moins certain que rien ne pourrait empêcher que nous ne fussions intéressés, et fort intéressés, à ses conséquences.

Dans les négociations entre le vainqueur et le vaincu la vallée du Danube, cette forteresse de l'Europe, ne saurait être oubliée. Toute la différence serait qu'on déciderait de nous sans nous. Rien de plus.

La neutralité, c'est-à-dire notre non participation ni aux exigences, ni aux avantages, ni aux implacables conséquences de la guerre, est donc impossible.

Mais, en réalité, ceux qui préconisent la neutralité, proposent, *sciemment* ou non, autre chose, à savoir : notre renonciation au droit de dire notre mot dans le grand conflit qui va changer le sort de l'Orient européen.

Leur proposition ne provient, certes, que d'un sentiment patriotique. Le spectre de la grande catastrophe à la quelle nous devrions prendre part les effraie. Victorieux, ils craignent la revanche ultérieure de la Russie ; vaincus, ils sont terrifiés par la perspective de notre annihilation par l'empire moscovite. La politique qu'ils nous conseillent est celle de la *propitiation*. En ménageant, en calmant, en se faisant humbles, ils espèrent gagner la bienveillance du conquérant et obtenir le respect de notre autonomie nationale.

Certes, toute politique inspirée par un souci si tendre de l'avenir de la patrie, a droit à tout notre respect.

Mais cette politique se base sur une illusion. Notre tranquillité, notre flatterie, notre neutralité, tout en émouvant les cœurs des philanthropes, ne sauraient modifier les décisions des hommes d'Etat.

L'Empire russe est un Etat conquérant. Non seulement la logique de son développement, mais même son organisation intérieure le pousse, comme sur une pente fatale, sur la voie d'expansion à l'extérieur. Lorsque la vie politique inté-



rière est nulle, lorsqu'aucune carrière n'est ouverte aux citoyens pour le développement de leurs facultés et de leurs ambitions, tout le monde n'a qu'une seule pensée : les aventures extérieures. C'est là que l'autocrate trouve un dérivatif aux impatiences de l'intérieur ; c'est là que les ambitieux trouvent un champ pour déployer leur activité étouffée ; c'est là que le peuple, enivré de gloire, peut trouver l'oubli de la tyrannie qui l'opprime.

Tout ce qu'une Russie victorieuse pourrait faire pour une Roumanie soumise, serait de lui donner, au lieu d'une mort violente et subite, une mort lente et honteuse.

Les exemples ne manquent pas.

En Pologne aussi, la Russie n'a détruit la nationalité que goutte à goutte, pour arriver à l'esclavage d'aujourd'hui.

Mais, nous dira-t-on, la Pologne a forcé la main à la Russie par son incorrigible esprit insurrectionnel. Soit ! Mais la Finlande ? Voici un pays conquis auquel la Russie avait accordé, au début, une vie autonome, cette vie qui, selon les promesses des Russes les plus bienveillants, nous serait réservée aussi. Et, cependant, quoique la Finlande n'ait rien fait pour manifester son hostilité à l'égard de la Russie, le gouvernement du Tsar l'a soumise aujourd'hui à une série de prétendues réformes, après la réalisation desquelles il ne restera rien de son autonomie. Et quand on pense que les panslavistes nous assuraient récemment que la Finlande n'avait été conquise que pour sauver la nationalité finnoise du danger de la dénationalisation par l'élément suédois !

Mais la Bessarabie ? Arrachée la première du corps de l'Europe du Sud-Orient, sous prétexte de la sauver de la tyrannie turque, elle présentait au gouvernement russe une excellente occasion pour prouver aux chrétiens d'Orient que la suprématie russe n'est pas incompatible avec une vie nationale et digne de ses sujets ou confédérés.

Mais qu'a fait la Russie en Bessarabie ? Elle n'a épargné aucun moyen pour la dénationaliser avec une rapidité inouïe.

Grâce à l'identité de religion, on a fait de l'Eglise un in-



strument de russification. Grâce à l'absence d'une classe moyenne roumaine, on a creusé encore plus l'abîme entre la blesse des paysans et la classe gouvernante. La Russie qui, en Pologne, a embrassé la cause des paysans contre la noblesse polonaise, s'est concilié, en Bessarabie, la classe des boyards, par une corruption des plus systématiques, pour laisser les paysans sans conducteurs.

D'autre part, unissant la violence au machiavelisme, le gouvernement des Tsars, a interdit, dans ce pays absolument roumain, la lecture de tout livre, de tout journal roumain.

C'est une chose sans exemple. Les Roumains de Bessarabie sont les seuls esclaves au monde qui n'aient pas même le droit de lire un livre dans leur langue !

Non, la vie autonome que la Russie victorieuse nous laisserait serait non seulement privée de tout ce qui fait qu'il vaut la peine de vivre, mais encore elle ne serait que provisoire. Tôt ou tard le sort de la Bessarabie nous attendrait.

C'est pour cela que — nous le disons avec le sentiment de la plus profonde conviction — de toutes les politiques que l'Etat roumain pourrait suivre, la plus néfaste serait celle de la neutralité.

---



## LA CONFÉDÉRATION BALCANIQUE

---

Dans le mouvement qui, de nos temps, a transformé et est en train de transformer encore la carte de l'Europe, deux courants, en apparence inconciliables et à effets contraires, se sont manifestés.

Il y a eu un mouvement centrifuge tendant à désagréger les grands organismes en corps plus petits ; il y a eu, d'autre part, un mouvement centripète qui a eu ce résultat que de plusieurs petits Etats se sont formés des organismes plus puissants.

C'est à ce second courant qu'on doit la création de l'Italie et de l'Allemagne, deux grands Etats nés de l'agglomération de plusieurs petits ; l'action du premier courant s'est manifestée dans le mouvement de désagrégation de l'Empire ottoman et dans les tendances fédéralistes de la monarchie des Habsbourgs.

Ces deux courants qui ont provoqué et provoquent en Europe une puissante fermentation, ne sont, en réalité, que deux aspects différents du même facteur, du principe des nationalités.

Ce principe qui tend à grouper en un seul organisme les hommes de la même nationalité et à séparer les organismes parlant des langues différentes, a acquis une force décuplée par l'introduction du régime parlementaire.



Le gouvernement parlementaire est essentiellement un gouvernement de la parole. Pour pouvoir fonctionner, il a besoin d'une puissante opinion publique, mais d'une opinion publique unique dans tout l'Etat, conduite, éclairée ou égarée par les mêmes orateurs, par les mêmes journaux. Mais, orateurs et journaux présupposent une seule langue, une seule expression de la pensée.

Comment avoir les mêmes opinions, comment croire aux mêmes hommes, si on ne peut ni les écouter ni les lire dans leur langage? Dans les pays polyglottes, il ne peut y avoir de partis politiques, mais seulement des partis nationaux, ce qui est absolument différent. De nos temps, l'axiome du roi Corvin que *le royaume n'ayant qu'une seule langue est un royaume imbécile*, est absolument faux.

Agissant partout dans le même sens et avec la même force, le principe des nationalités a produit des effets différents, selon le terrain sur lequel il se développait.

Là où il a trouvé une grande nationalité, partagée politiquement en plusieurs petits Etats, comme en Italie et en Allemagne, il les a unis et a produit des grands organismes.

Là où il a trouvé des grands organismes composés de plusieurs nationalités, son œuvre a été celle de la désagrégation.

De ces deux actions, la seconde, celle de désagrégation, est certainement la plus dangereuse. Dans le monde moderne, la lutte pour la vie est trop dure pour que les petits Etats, organismes faibles, puissent mener une vie indépendante et digne. Par conséquent, l'œuvre très légitime de désagrégation, produite dans certaines parties de l'Europe par le principe des nationalités, doit être immédiatement suivie, sous peine de devenir un malheur pour tout le monde, d'une œuvre d'agrégation, mais sur d'autres bases.

C'est ainsi que les choses se passent dans la moitié orientale de l'Europe.

La monarchie des Habsbourgs, empire de tant de langues doit passer et passe par la période de la désagrégation, pour donner aux différentes nationalités la possibilité d'une vie nationale. Mais, d'autre part, l'agrégation de ces mêmes natio-



nalités sur d'autres bases est aussi une œuvre nécessaire. Heureusement pour elles la forme de la confédération impériale, avec son doublé lien : la couronne et la fédération, est bien appropriée et conforme aux traditions absolument monarchiques de ces populations.

C'est pour cela que l'Autriche marche à grands pas sur la voie de la confédération.

En Hongrie, grâce à l'entêtement et à la présomption des maghyars, le procès est certainement beaucoup plus lent. Mais il s'accomplira, bon gré ou malgré. La Hongrie doit devenir un Etat fédératif ou disparaître. En disparaissant elle peut, nous ne le contestons pas, entraîner d'autres dans le cataclysme, mais une troisième solution est impossible.

Dans ce qui fut l'empire ottoman, la question est encore plus délicate. Dans cette mosaïque de peuples, l'application du principe des nationalités — et il devait être appliqué — a produit une mosaïque d'Etats dont aucun ne présente une force suffisante pour se défendre soi-même et d'autant moins pour conquérir les autres.

Les Serbes, les Bulgares, les Grecs, les Roumains, quoique différents comme nombre, sont d'une force presque égale. Les uns possèdent plus de mer, d'autres sont mieux défendus par les montagnes; les uns sont plus exposés du côté de la Russie, d'autres plus menacés par la monarchie autrichienne.

Il est certain que, si, il y a un siècle ou deux, les uns d'entre nous avaient conquis les autres, ils les auraient confondus dans leur nationalité, ainsi que cela s'est passé souvent dans le reste de l'Europe. Mais le principe des nationalités nous a trouvés non confondus et, dorénavant, une dénationalisation réciproque ne saurait être tentée.

Il ne peut donc être question de conquête entre nous. Aucun de nous n'est assez fort pour le faire, et le fût-il, le conquérant aurait encore à compter avec l'intervention désintéressée de la Russie en faveur du conquis.

Et malgré cela, tout le monde comprend que, tels qu'ils sont aujourd'hui, les Etats balcaniques ne peuvent pas vivre,



qu'il faut refaire ce que l'histoire avait fait autrefois, qu'entre la Méditerranée et les Carpathes il n'y a de place que pour une seule formation politique.

Dans la monarchie des Habsbourgs, le ciment est trouvé : la couronne continuera à être un lien entre les différentes nationalités qui se sont désagrégées et se désagregent de l'ancienne monarchie unitaire.

Dans la péninsule balcanique, rien de pareil. Il aurait été possible —et c'eût été fort sage d'y avoir pensé—que les différents peuples, à mesure de leur émancipation, se fussent liés par la même couronne.

Nous aurions encore pu, tout dernièrement, poser les bases de la reconstitution de l'Empire roumaino-bulgare, lorsque les Bulgares, après le départ du prince de Battemberg, avaient offert la couronne au Roi Charles, et que, commettant la faute la plus impardonnable qu'une nation puisse commettre, nous l'avons refusée, préférant une plus grande tranquillité du présent à la possibilité de hâter l'avenir.

Cependant, quoi qu'il en soit, la chose ne s'est pas faite et, aujourd'hui, il est un peu tard de la faire. Tous les Etats balcaniques ont institué des couronnes différentes, et ce n'est pas par des manœuvres tendant à les ébranler, qu'on pourrait commencer l'oeuvre de l'agrégation nécessaire.

Par conséquent, si la prépondérance de l'un sur les autres est impossible, si, d'autre part, on ne peut arriver à l'union si nécessaire par l'unité de la couronne, il ne reste qu'un seul moyen, si chimérique qu'il puisse paraître, et ce moyen c'est la confédération.

---



## LES DIFFICULTÉS DU PROBLÈME

---

S'il est vrai que la confédération balcanique est l'idéal vers le quel l'Etat roumain doit tendre, il n'est pas moins vrai que cet idéal est loin de se réaliser.

En apparence, la première difficulté qui s'oppose à la réalisation de la confédération, est la rivalité assez vive qui sépare aujourd'hui les Etats qui devraient se confédérer. Grecs et Bulgares sont à couteaux tirés, Serbes et Bulgares n'ont pas encore terminé les messes funèbres pour le repos d'âmes de ceux qui sont tombés pendant la dernière guerre et, déjà, ils se menacent à qui mieux mieux.

Et, cependant, l'apparence ne répond pas à la réalité des choses. Les querelles d'aujourd'hui peuvent, certes, retarder l'oeuvre de la confédération, mais elles ne sauraient l'empêcher. Lorsque les rivalités sont naturelles, lorsqu'elles résultent de la force des choses, elles sont à craindre, malgré l'harmonie qui peut régner à la surface; mais lorsqu'elles ont pour cause l'entêtement plus qu'une véritable antinomie d'intérêts, elles peuvent facilement disparaître.

Les rivalités entre les Etats balcaniques n'ont aucune base sérieuse. Le domaine ethnique des différentes nationalités y est facile à tracer et, même dans cette Macédoine si disputée et dont la succession, heureusement, n'est pas encore ouverte — et il est à désirer quelle ne le devienne pas de



sitôt — il n'est pas difficile de délimiter le domaine de chacune d'elles. Certainement, une pareille délimitation rigoureuse des diverses ambitions peut causer à certaines d'amères déceptions, d'autant plus amères que les illusions étaient plus exagérées, mais elle n'en est pas moins possible. Puis, avec ou sans confédération, la délimitation se fera dans tous les cas, et chacun comprend qu'elle peut se faire plus facilement entre futurs confédérés qu'entre véritables étrangers.

Il est incontestable que, même après cette délimitation ethnique, il restera, il doit forcément rester, de petites revendications réciproques. Mais cela provient d'une loi générale, applicable partout et non seulement dans la péninsule balcanique, à savoir que les nationalités ne sont pas séparées par des lignes droites, mais par des lignes sinueuses dont les écarts pénètrent dans le domaine du voisin. Même les plus hautes montagnes de l'Europe, les Alpes, ne séparent pas les nationalités française et italienne d'une façon tranchée, par la ligne des crêtes; le long de la Méditerranée, la race italienne descend sur la côte occidentale et s'étend, comme une langue, sur le domaine de la race française, tandis que, un peu plus au Nord, la race française occupe presque toutes les vallées du Piémont. Cependant, avec un peu de bonne volonté, on peut toujours tracer une ligne générale, une résultante de toutes les encoignures de la frontière.

La difficulté de la confédération des Etats balcaniques est ailleurs.

La confédération balcanique serait, certainement, une puissance sérieuse, mais pas assez sérieuse pour pouvoir se tenir en dehors du cercle des grandes combinaisons européennes. D'ailleurs, elle occuperait une position trop importante, pour qu'elle pût, même si elle voulait, rester indifférente aux problèmes de la politique européenne, et surtout de celle de l'Europe orientale.

La future confédération devra donc prendre position dans la politique générale de l'Europe, et, alors, se posera cette



question préalable : les différentes nations qui composeront la dite confédération sont-elles d'accord sur cette position à prendre ?

Il ne peut certainement pas être question de fixer d'avance dans le pacte fédéral ce que l'Etat commun fera dans telle ou telle circonstance ; la question porte plus haut et est plus difficile, à savoir : ces Etats ont-ils la même opinion, la même conviction au sujet de leur ennemi naturel, du panger qui les menace ?

Si oui, la confédération peut se faire, si non, toute tentative serait vaine.

Plus encore ! Elle serait dangereuse car loin d'augmenter les forces de résistance de l'Europe sud-orientale, elle les affaiblirait, peut-être même les annihilerait.

Pendant la bataille, il est important de posséder un canon puissant ; mais, si on ne sait pas de quel côté on doit le tourner, ou si les artilleurs se disputent au sujet de la direction qu'il faut donner au tir et si, à cause de cela, on est forcé de ne pas l'employer, le canon, au lieu d'augmenter les forces de l'armée, ne sera qu'un obstacle de plus.

Eh bien, aujourd'hui, il serait inexact d'affirmer que les peuples balcaniques sont arrivés à une pleine et profonde conscience de leur péril commun, que, par conséquent, ils sont préparés à prendre d'accord et sans équivoque la décision de réunir leurs forces pour se défendre contre ce péril.

Et, encore une fois, c'est là une condition *sine qua non* ; sans elle, la confédération serait destinée à se rompre au premier nuage paru sur l'horizon politique européen. Et une fois rompue, et rompue avec tout le cortège des haines, des méfiances et des désirs de vengeance que les ruptures laissent toujours après elles, il serait téméraire d'affirmer qu'elle pourrait ressusciter.

Un pas en avant a été fait à cet égard pendant ces dernières années.

S'il y a eu pour nous, Roumains, un moment de grande inquiétude, c'a été pour sûr le moment historique qui a suivi la création de la principauté de Bulgarie.



Toutes les apparences disaient que la nouvelle principauté n'allait être qu'une petite Russie dans les Balcons; pour la première fois, nous voyions se réaliser la prophétie des panslavistes qui nous prédisaient le sort de ceux qui se trouvent pris entre l'arbre et l'écorce. Les souvenirs d'un passé de tant de siècles pendant lesquels les Bulgares avaient contracté des dettes envers nous, notre sang versé dans la dernière campagne et qui a été si productif pour les Bulgares, tandis que, pour nous, il n'a fait que soulever les soupirs des derniers Bassarabiens qui nous étaient restés, rien n'aurait pu empêcher les deux Russies de tourner leurs efforts contre nous.

Cependant, grâce à la maladresse de ceux que la Russie avait envoyés en Bulgarie, probablement pour apprendre aux Bulgares que, s'ils avaient été affranchis des Turcs, cela ne signifiait pas encore qu'ils fussent devenus libres; grâce à la faute incroyable, commise par le gouvernement du Tsar après la révolution de Philippopoli, lorsque, furieuse de ce que la chose se fût passée sans elle, la Russie, protectrice des chrétiens et de la Grande Bulgarie du traité de San-Stephano, s'est transformée en champion de l'intégrité de l'empire ottoman et de l'inviolabilité des traités; grâce à l'impatience qui a poussé successivement la Russie au coup d'Etat de Sistov, à l'enlèvement, au grand jour, du prince de Battenberg qui était pourtant le héros de Slivnitsa, à la mission de Kaulbars et à toute la série de ces fautes dont on ne peut assez s'étonner, la révolution qui devait, tôt ou tard, s'accomplir dans l'esprit des Bulgares, s'est faite un jour plus tôt. Et aujourd'hui, en constatant que nos voisins sont arrivés à la plénitude de leur conscience nationale, nous constatons, en même temps, un heureux événement pour la marche de l'Etat roumain.

On pourrait nous dire que nous nous réjouissons trop tôt nous le savons. Mais, lorsque dans l'espace d'un an ou deux, on a vu, dans le même pays, à la suite d'un odieux attentat, la foule tomber à genoux — oui, à genoux — au milieu de la capitale, devant le consul d'un empire étranger, et ensuite, l'exécution des officiers qui s'étaient révoltés sous le haut patronage de la même grande Puissance, on peut.



dire avec certitude, même si l'avenir nous réserve quelques réactions passagères et douloureuses, que, dans ce pays, le sentiment de la dignité nationale, la fierté de l'indépendance et une conscience nette du danger et du besoin de lui résister sont des faits accomplis.

Lorsque les autres peuples balcaniques auront aussi prouvé — et certains d'entre eux chantent aujourd'hui précisément une autre chanson — qu'ils sont animés des mêmes sentiments et qu'ils se guident par les mêmes opinions, on pourra parler sérieusement de confédération ; jusque là, point

C'est pour cela que la confédération balcanique ne peut être que l'idéal de la politique roumaine. Dans la sphère de la politique pratique cependant, si cette idée joue un rôle, ça ne peut être qu'un rôle préparatoire.

---



## NOTRE MISSION

---

Il y a quelques années, M. de Kállay disait à Pesth que la couronne de St. Etienne a une grande mission à remplir, car elle doit constituer un lien entre l'Occident civilisé et le sud-Orient de l'Europe encore inculte.

M. de Kállay avait raison. Entre l'Occident civilisé de la vieille Europe, et le Sud-Orient assoiffé de se civiliser, il y a un abîme, abîme fort naturel, si on se rappelle que, depuis tant de siècles, le Sud-Orient n'a eu d'autre sort que celui de servir de mur de défense contre l'invasion asiatique, mur sous la protection duquel l'Europe occidentale a pu tranquillement se développer et prospérer.

Dans nos temps, le sud-Orient, reveillé à la vie, aspire de toutes ses forces à la lumière occidentale et, comme la distance entre lui et l'Occident est trop grande, un intermédiaire, un miroir réflecteur est certainement utile et nécessaire.

Mais M. de Kállay se trompe lorsqu'il croit que c'est au peuple maghyare que cette haute mission incombe.

Etranger, par la langue et par l'origine, à toutes les nations européennes ; étranger, par la religion, à tous les peuples d'Orient ; étranger, par son organisation sociale, à toutes les nations orientales, essentiellement démocratiques ; devenu odieux à toutes les nationalisés, par sa folle et violente politique de maghyarisation, politique qui, nous pouvons le



dire, est pour lui-même un suicide, et qu'il a cru, malgré tout, nécessaire d'inaugurer à l'intérieur, le peuple maghyare, malgré ses grandes et incontestables qualités, n'a rien de ce qui est indispensable pour le rôle d'apôtre.

Nous ne contestons pas au peuple maghyare le rôle de gardien de l'Europe occidentale contre le panrussisme, rôle qu'il ne peut remplir que d'accord avec nous, comme il l'a rempli jadis contre les Turcs, alors qu'il formait l'avant-garde de l'Europe, tandis que nous en étions la sentinelle avancée, mais une étude minutieuse des qualités et des défauts du peuple maghyare prouvera à tout observateur impartial que ce peuple ne peut pas jouer le rôle de missionnaire, de propagateur de la culture occidentale dans le Sud-Orient de l'Europe.

Notre situation, à nous, est tout autre.

Non seulement nous sommes plus nombreux et mieux placés que les Maghyars, mais encore tout nous appelle à cette mission.

Entre nous et les autres nationalités orientales, il y a déjà un lien : la communauté de religion, cette communauté à cause de laquelle nous avons beaucoup souffert dans le passé et dont nous pourrions tirer, dans le présent, des grands profits, si nous savons le vouloir.

Entre nous et les autres orientaux il y a aussi la communauté ethnique.

On dit souvent que nous sommes latins tandis qu'eux ils sont slaves, et que par conséquent, il n'y a entre eux et nous rien de commun au point de vue ethnique. Mais cette façon de voir est trop superficielle pour être vraie.

Non seulement, il y a quelques gouttes de sang slave dans la composition de la nationalité roumaine, mais aussi il y a beaucoup de notre sang dans la composition des nations serbe et bulgare.

La péninsule balcanique a jadis été habitée par une seule et même race, les Thraces au sujet de l'origine desquels nous ne savons encore rien de certain. Après ce premier substrat ethnique commun à tous les orientaux, à côté de cet éle-



ment quipresque seul a donné naissance aux Albanais d'aujourd'hui, est venue la conquête romaine, le second substrat ethnique commun à tous les orientaux

Du croisement de ces deux éléments est née la nation roumaine, jadis dominante dans tout le Sud-Orient, aujourd'hui restreinte dans la Dacie Trajane, dans la Macedoine et dans quelques îlots perdus sur toute l'étendue qui, autrefois, était son domaine incontestable.

C'est seulement après ces deux éléments ethniques communs que sont venus les Slaves pour donner naissance à la nation serbe, les Slaves et les Mongols, ancêtres de la nation bulgare. Il y a donc entre nous et eux une communauté ethnique qui seule explique la merveilleuse facilité avec laquelle ils fondent dans la nationalité roumaine.

Il y a plus. Entre eux et nous il y a une communauté historique. L'époque la plus glorieuse pour les Roumains et pour les Bulgares fut cette heure historique dans laquelle ils fondèrent ensemble un puissant empire.

Pendant des siècles eux et nous avons été menacés des mêmes dangers, nous sommes bercés des mêmes espérances, avons subi les mêmes douleurs.

Et lorsque le sort implacable voulut que, dans la lutte inégale entreprise par nous tous contre le croissant, l'épée tombât de leurs mains affaiblies, tandis que nous restions debout, le fil qui liait nos destinées aux leurs, au lieu de se rompre, ne fit que se resserrer.

Nos princes dotaient leurs monastères, seuls autels nationaux qui leur fussent restés ; c'est chez nous que tous leurs patriotes malheureux fuyant devant les persécutions qu'ils ne pouvaient plus endurer, venaient chercher asile.

Ici et seulement ici, au Nord du Danube, sous la protection de notre sabre, ils pouvaient entretenir, toujours vive, la flamme de leur patrie disparue.

Leur renaissance aussi a commencé ici. C'est sur notre terre qu'Ipsilanti a déployé, en 1821, le drapeau de l'indépendance grecque que tant de Roumains devaient illustrer. C'est ici que les Bulgares ont organisé leur renaissance littéraire,



précurseur naturel de la renaissance politique ; c'est ici que s'est exercée la première légion bulgare ; c'est d'ici qu'est parti l'état-major de leur nouvelle et brave principauté ; c'est ici qu'aujourd'hui encore, se prépare la renaissance de la plus ancienne des nations balcaniques, des Albanais persécutés par tout le monde.

Seuls les Roumains ne sont pas exclusivement enfermés dans un coin de l'Europe sud-orientale ; eux on les trouve et dans les vallées de la Macédoine, et sur les sommets du Pinde, et sur les bords de l'Adriatique, et dans le cœur de la Serbie et sur toute la rive bulgare du Danube.

La civilisation occidentale dont nous nous sommes pénétrés nous rend beaucoup plus aptes que les Maghyars au rôle d'intermédiaires. Notre culture est française, la leur est allemande.

Sans nier la grandeur et la profondeur de la civilisation allemande, il est incontestable qu'elle est moins communicative, moins internationale que la civilisation française.

D'autre part — et cela est essentiel — nous ne sommes ni trop avancés pour avoir envers les autres orientaux l'insolence de la supériorité, ni trop à leur niveau pour ne pas pouvoir leur servir de guides.

Certes, le devoir de toute nation, comme de tout individu, est de produire et non seulement de consommer, d'ajouter quelque chose au patrimoine commun et non seulement de profiter du travail des autres.

Certes, nous ne justifierons pleinement, devant notre propre conscience et devant les exigences de l'histoire, d'occuper une place si importante sur la surface du globe, que le jour où nous aurons prouvé que de consommateurs que nous sommes nous sommes devenus des producteurs, le jour où nous aurons apporté notre part originale au monde de la pensée humaine, où nous aurons, à notre tour, enrichi les trésors scientifiques et esthétiques du genre humain.

Mais, jusqu'alors, il ne faut pas que nous dédaignons un autre rôle, plus petit il est vrai, mais que nous avons sous la main.



Dans le monde du travail, il n'y a pas que des producteurs et des consommateurs, il y a aussi des intermédiaires et leur rôle n'est pas moins important.

Lorsque vous vous promenez par une belle nuit d'été, vous ne voyez pas sur la voûte du ciel que des étoiles brillant de leur propre éclat. Au contraire, les planètes, ces grands miroirs célestes qui ne font que refléter puissamment la lumière empruntée aux soleils invisibles pour nous, semblent et plus grandes et plus lumineuses. Et personne n'a eu l'idée de ne pas admirer leur lumière, parce qu'elle est empruntée.

Dans la grande œuvre qui éclairera les parties encore obscures du Sud-Orient de l'Europe, nous — et nous seulement — pouvons être si ce n'est soleil, du moins la planète de la culture européenne.

Voilà notre mission. Celle là nous devons la remplir, si nous voulons vivre d'une vie utile.

---



## LES MOYENS

---

De ce que nous venons de dire au sujet de notre politique étrangère, ressort une double idée :

L'idéal roumain est l'établissement, à la place de ce qui fut l'empire ottoman, d'une confédération d'Etats, dont la mission serait de former une puissante barrière contre l'extension de l'Empire des Tsars vers la Méditerranée. Dans cette confédération, les Roumains, sans prétendre à aucune supériorité, seraient, par la force même des choses, *primi inter pares* et serviraient de porteurs de la culture occidentale dans le Sud-Orient de l'Europe.

Pour pouvoir remplir sa mission historique, la race roumaine doit rester vigoureuse et entière. Les différentes portions qui la composent ne doivent pas oublier un instant l'unité ethnique et culturelle de la race toute entière, et l'Etat roumain dont l'existence est la clef de voûte de tout l'édifice, ne doit épargner aucun sacrifice pour s'assurer une vie nationale digne et sans atteinte.

Une fois établi que ce sont là les deux lignes de conduite de la politique roumaine, une fois fermement décidés à poursuivre cette voie tant dans le domaine de l'idéal que sur le terrain de la politique pratique, les moyens ne nous feront pas défaut.

Il y a, tout d'abord, toute une série d'actes qui, sans se rapporter spécialement à aucun des buts de la politique



roumaine, les servent tous ensemble. Il est évident que toute consolidation de l'Etat roumain, toute mesure destinée à augmenter la force du Royaume, toute réforme ayant pour résultat de donner à la société roumaine plus de consistance et de la rendre plus appropriée aux efforts que les peuples sont souvent forcés de faire, toute action de nature à accroître le prestige et la gloire du nom roumain, servent la politique étrangère roumaine dans toutes ses directions.

Plus le Royaume roumain prospérera, d'autant plus il deviendra apte à remplir sa mission culturelle et à assurer le maintien du sentiment national chez les Roumains qui appartiennent à d'autres formations politiques que l'Etat roumain, d'autant plus augmenteront nos chances de pouvoir endiguer le déluge qui nous menace.

Au contraire, l'affaiblissement de l'Etat roumain, la prodigieuse consommation des nos forces vives dans les luttes stériles et coupables des intérêts mesquins et égoïstes, la perte d'un temps précieux et qui ne reviendra plus dans une simple succession, sans satisfaction car elle est sans véritable grandeur, sur le banc ministériel, ne peuvent que retarder, si non mettre en péril, le succès de la politique roumaine.

Mais, à côté de cette première œuvre d'assainissement de la vie politique de l'Etat roumain, il y a d'autres moyens, plus spéciaux, aux quels nous devons avoir recours.

Voulons-nous remplir le rôle de propagateurs de la culture Occidentale en Orient? Faisons de Bucarest un foyer de lumière. Autrefois, nos voisins venaient ici, dans nos facultés puiser la science; aujourd'hui, ils commencent à en oublier le chemin. La génération bulgare actuelle, élevée et instruite chez nous, parle notre langue; la génération de demain, si nous restons en place, ne l'apprendra plus.

Même au prix de n'importe quels sacrifices, même en amenant, pour un temps limité, des célébrités du monde scientifique, notre Université doit être élevée à un tel-niveau



qu'elle devienne, par son ascendant naturel, l'Université de l'Orient.

Voulons-nous préparer la future confédération ? Commençons par ce qui est possible. Des traités des commerce tendant à une union douanière, l'unification, autant que possible, des législations, l'augmentation des voies de communication et tant d'autres mesures, doivent former la principale préoccupation de notre politique.

Voulons-nous garder intacte l'unité culturelle et ethnique de la race roumaine ? Combien n'y'a-t-il pas à faire !

L'Académie Roumaine avec le recrutement de ses membres dans tous les pays roumains a été un pas en avant.

L'Athénée roumain et tant d'autres institutions de culture pourraient faire beaucoup, en outre de ce qu'ils ont déjà fait, pour maintenir toujours vivante l'unité nationale. L'appui prêté partout aux écoles roumaiens, l'encouragement prodigué aux journaux roumains à l'étranger, des voyages dans les pays habités par les Roumains, un vif et intelligent intérêt, porté à tout mouvement roumain, feraient beaucoup plus pour le maintien de la conscience nationale, qu'une vaine et dangereuse proclamation d'irrédentisme, que toutes les larmes puériles qu'on verserait sur le sort du peuple roumain,

Mais, avant tout, avons-nous dit, et précisément pour rendre possible notre politique de race, il faut que l'Etat roumain vive.

A cet égard, nous sommes certainement tous d'accord, mais nous ne voulons pas tous envisager sérieusement les nécessités que la conservation de l'Etat roumain nous impose.

Avant-garde du monde occidental, nous ne pouvons ni nous tenir à l'écart lors du grand conflit qui doit éclater, ni nous battre seuls.

Sans vouloir provoquer personne ni hâter le moment suprême, il faut que nous choissions de bonne heure le côté où nous allons jeter notre épée, lors de la grande catastrophe.

Nous ne pouvons certainement pas toujours savoir quels



seront nos alliés ; mais nous savons quels sont ceux qui ne peuvent ni ne doivent l'être.

Si nous nous rendons exactement compte du danger qui nous menace, notre politique est facile à formuler : toujours alliés à ceux qui représenteront en Europe la résistance à ce danger-là.

Celle-là est d'ailleurs la politique que nous avons suivie jusqu'à ce jour.

Tant que la France et l'Angleterre représentaient la résistance à la pression du Nord, toutes nos aspirations se sont dirigées vers la France, c'est à l'ombre de son drapeau que la politique de l'Etat roumain a cherché un abri. Et, certainement, de tous les peuples auxquels la France a prêté son puissant appui, ce n'est pas nous qui nous sommes jamais montrés ingrats, nous qui, à la nouvelle des défaites françaises, interrompions nos spectacles publics en signe de deuil national. Au contraire, aujourd'hui encore, l'amour des Roumains pour la France est si profond que c'est dans cet amour qu'il faut chercher la plus grande difficulté que rencontre la politique que nous soutenons. M. Blaremborg, l'adversaire le plus décidé de cette politique, a dit à la chambre : „S'il ne s'agissait que de choisir entre l'Autriche et la Russie, je n'hésiterais peut être pas ; mais il s'agit des combinaisons qui portent plus loin, des combinaisons dans lesquelles entre la France, et cela me décide“.

Nous admirons ces nobles sentiments. La gratitude n'est lourde qu'aux coeurs desséchés. Mais, toute attrayante que soit la reconnaissance, elle ne peut couvrir la logique des faits.

La vérité, la cruelle vérité, est que la France dans l'espoir d'une revanche, a aujourd'hui abandonné l'Orient ; bien plus, elle sollicite une alliance dont la victoire serait notre anéantissement.

Il se peut que cette politique ne soit qu'éphémère ; nous le désirons même de tout coeur ; mais tant qu'elle dure, nous devons chercher ailleurs, nous devons chercher là où la cause de l'indépendance européenne est tenue en honneur.



La politique roumaine n'a, ni ne peut avoir de préférences, elle ne peut s'inféoder à aucune puissance ; elle doit toujours suivre celle qui inscrira sur son drapeau : la résistance à l'invasion du Nord.

Ce glorieux drapeau se trouve aujourd'hui entre les mains des Puissances centrales. Voilà un fait que nous n'avons pas créé, et que nous ne saurions modifier. Fidèles à notre politique traditionnelle, une fois ce fait constaté, nous n'avons qu'à nous soumettre à ses conséquences.

Demain, ce drapeau passera en d'autres mains ! C'est possible ! Mais, alors, qu'on le sache, il nous emportera dans ses plis.

Personne ne conteste que nous devons profiter de notre position d'alliés pour obtenir un meilleur traitement pour nos frères des Etats alliés. Nous avons même la ferme croyance que, lorsqu'on saura avec certitude que l'Etat roumain et la race roumaine sont pleinement décidés en faveur de la politique que nous avons essayé de préciser, le sort des Roumains des pays alliés ne pourra que s'améliorer.

Pour que notre concours à la grande œuvre de résistance Européenne ait sa valeur, il doit être complet et de tout cœur. Et, quoi que nous disions, quoi que nous fassions, notre concours serait ébreché si, à notre décision sincère et loyale, on ne répondait pas de la même façon.

---



## LE CREDO NATIONAL

---

La politique que nous venons d'esquisser, rencontre — nous ne nous faisons pas d'illusions là dessus — deux difficultés sérieuses.

D'abord elle est impopulaire, puis, pour réussir, elle demande une tension des forces vives de la nation, une activité de chaque jour dirigée vers la réalisation d'un but éloigné, activité que, seul, un patriotisme exalté peut fournir.

Que la politique que nous soutenons soit impopulaire, nous ne nous en étonnons point. Pendant longtemps les masses du peuple roumain se sont habituées à confondre la religion avec la nationalité, pendant longtemps elles ont vu que l'arrivée des armées du Tsar coïncidait avec une certaine amélioration de leur sort vis-à-vis de l'anarchie turque, pendant deux siècles, elles ont été témoins des succès ininterrompus des armées russes, succès faciles, certainement, car il s'agissait des guerroyer contre un empire en décadence, mais qui, cependant, ont donné aux masses l'impression que la Russie est invincible.

Ajoutez à cela le fait que, chez nous, l'instruction a été répandue par des professeurs transylvains qui naturellement se sont fait plutôt l'écho de leurs propres souffrances, et alors le fait que les masses profondes de la nation roumaine n'ont pas la conception nette du danger qui nous menace ne présentera rien d'anormal. Chez le peuple d'au delà des monts, l'ex-

plication est encore plus facile. La douleur la plus cuisante est celle qui est la plus récente, le danger le plus terrible celui qui est le plus près. Les souffrances qu'on endure injustement rendent difficiles la clarté de l'intelligence et le silence des passions, conditions indispensables pour voir bien et loin.

Il est certain que ceux qui, depuis si longtemps, ont tenu à exaspérer, par une série de cruelles et inutiles vexations, la population roumaine d'au delà des monts, ont assumé une grande responsabilité devant la cause de la civilisation européenne. Et il a fallu — reconnaissons le — à notre race une élévation d'âme et une aptitude de vie peu communes, pour qu'elle ne se soit pas jetée dans les bras du panslavisme qui, à ses yeux, pouvait avoir l'attrait de l'inconnu. Sans l'action dissolvante de ceux qui ont follement rêvé l'amputation de la race roumaine, nous ne nous trouverions pas aujourd'hui en présence de cette difficulté, nous n'aurions pas besoin d'apprendre à la nation quelle est sa mission et quels sont les périls qui la menacent; ces points formeraient les points cardinaux de sa pensée, ils constitueraient le *Credo* national.

En effet, une nation ne peut être forte, son action ne peut s'imprimer dans l'histoire, si elle n'est pas pleinement pénétrée de l'idéal national et des moyens de le réaliser. Dans la politique nationale, il ne peut, il ne doit pas y avoir de partis. Pour que le peuple roumain marche sur la difficile voie que son sort lui indique, il doit avant tout avoir foi dans cette voie-là, ne pas rester fractionné et indécis à se demander : de quel côté ? A ce point de vue, nos classes gouvernantes sont coupables. Depuis 1848, quand on a fait réellement dans le pays une propagande dans le sens des idées qui doivent conduire nos pas, nos hommes d'Etat nos sphères dirigeantes, n'ont fait presque rien pour faire passer leur profonde conviction dans l'âme de la nation, pour que les résultats obtenus par leur enquête patriotique deviennent le *credo* national.

Il y a, naturellement, des exceptions; ce n'est pas nous qui le contesterions; mais même ces exceptions se sont bornées souvent à une activité intermittente,



Le silence de la plupart de nos hommes d'Etat ne saurait être attribué qu'à ce manque de courage moral qui s'appelle l'amour de la popularité. Lorsqu'on a en soi une idée qu'on croit être la suprême vérité, le premier devoir est de la proclamer, de lutter pour sa réalisation. Cette idée n'est pas quelque chose d'accidentel qu'on puisse jeter loin de soi. Nos convictions, nos idées représentent une force, et soustraire une force à l'activité nationale, c'est presque un attentat contre elle tout comme contre sa propre dignité.

Tout ceux qui, comme nous, ont la conviction inébranlable que telle doit être la politique roumaine, ont le devoir de le dire.

Une politique qui exige qu'à la première éventualité, on se lance dans la plus grande de catastrophes qui aient jamais attendu la monde moderne, est une charge trop lourde pour qu'elle puisse reposer avec sécurité sur la seule classe gouvernante.

Imaginez vous — ce qui est toujours possible — une première défaite, et, si la nation entière n'a pas été convaincue d'avance de la nécessité et de la grandeur du but vers lequel on l'avait menée, le désastre de la nation roumaine entre dans la sphère des choses possibles.

C'est pour cela que, quel que soit notre sincère préoccupation de ne provoquer personne, quel que soit notre désir — désir intéressé d'ailleurs — de vivre dans une Europe orientale pacifique, nous ne pouvons pas nous taire.

La nation roumaine doit connaître, elle doit croire à la politique que l'histoire lui impose. Ceux qui pensent que cette politique est déjà populaire peuvent garder le silence. Mais ceux qui ont la conviction que, malgré les progrès inattendus réalisés dans ces dernières années, la nation roumaine toute entière n'est pas encore arrivée à une parfaite et claire conception de son rôle historique, sont tenus de parler.

Et qu'on ne croie pas qu'il y ait un seul parmi nous, si petit qu'il soit et si restreinte que soit sa sphère d'action, dont le concours soit superflu.



Tous, grands et petits, nous sommes des forces sociales et le progrès n'est que la résultante de ces forces.

Notre appel, s'adresse surtout à la jeune génération

La grande génération dont les derniers représentants se trouvent encore parmi nous, a eu, dans sa carrière, un succès auquel elle ne s'attendait même pas. Elle a trouvé la nation roumaine plutôt à l'état de souvenir historique que de réalité organique ; elle a eu à lutter contre tant et surtout contre le plus grand des obstacles, contre l'incrédulité du monde dans la vitalité de la nation roumaine. Elle a réussi, cependant, à nous donner un Etat roumain uni et indépendant, couvert déjà de la gloire des armes, et s'acheminant vers une gloire encore plus précieuse, celle d'une coopération sérieuse à la civilisation moderne.

Le secret de leur succès est facile à trouver : ils ont eu foi en leur mission.

L'horizon qui s'ouvre devant nous dans le Sud-Orient de l'Europe est sans comparaison plus vaste et plus attrayant que le but visé par nos devanciers, les moyens dont nous disposons sont infiniment plus puissants, les difficultés de notre route beaucoup plus faciles à écarter.

Que nous faut-il pour marquer, à notre tour, une page glorieuse et féconde dans l'histoire de la race roumaine ?

Il nous faut une seule chose, une seule : c'est d'avoir foi en notre mission.

Et lorsque nous, nouvelle génération, aurons cette foi, lorsque notre croyance deviendra le *credo* de la nation toute entière, lorsque nous, nouvelle génération, serons décidés à nous élever au-dessus de la petite et étroite politique personnelle jusqu'à ces hauteurs où se préparent les destinées d'une nation, notre succès ne sera qu'une question de temps.

Et, pour les jeunes, le temps n'a jamais été un ennemi.

